

DÉCLARATION DE M. NICOLAS SARKOZY, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, NOTAMMENT SUR LES RELATIONS FRANCO-SUD AFRICAINES, LA SITUATION DES FRANÇAIS À L'ÉTRANGER ET SUR LES RÉFORMES ENGAGÉES EN FRANCE, À JOHANNESBURG LE 29 FÉVRIER 2008.

29 FEBRUARY 2008 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames, Messieurs,

Mes Chers Compatriotes,

Je vous demande de bien vouloir excusez notre retard, j'ai l'impression que je vous ai fait attendre. Ne m'accablez pas, je vous en supplie ! La route a été longue, on a eu beaucoup de travail à faire au Cap ce matin, à Johannesburg et beaucoup de rendez-vous. D'abord une rencontre très émouvante avec le président Nelson Mandela.

Puisque j'étais à Johannesburg, je voulais bien sûr prendre quelques instants pour vous remercier. Parce que si la France est un grand pays à vocation universelle, c'est parce qu'il y a 2 millions de Français qui vivent partout dans le monde l'aventure de l'expatriation. Je sais que c'est une aventure positive, exaltante, mais qui ne va pas sans un certain nombre de déchirements, parce qu'un certain nombre d'entre vous vivent éloignés de leur famille, ont dû rompre avec des habitudes. Je suis bien persuadé que quand on vit à quelques kilomètres de la métropole, on regarde ce qui se passe en France avec un petit pincement au coeur. On ne peut pas avoir le président de son pays qui passe dans la ville où on réside, sans que celui-ci vienne vous rendre visite.

Je veux d'abord vous dire que j'ai conscience de ce que vous représentez pour notre pays. Et je veux vous confirmer des changements que j'ai promis pendant la campagne présidentielle, notamment concernant la scolarité de vos enfants.

Attendez, je ne suis pas habitué à tant de confiance, vous applaudissez avant que je ne parle ! Je le dis parce que c'est vraiment quelque chose que j'ai dans mon coeur. Si je vivais moi-même expatrié, je ne comprendrais pas pourquoi scolariser mes enfants dans un établissement public, lorsqu'on est à l'étranger, cela coûte très cher, alors que lorsqu'on est en métropole, c'est gratuit. C'est une injustice dans un pays où il y a marqué "égalité" au frontispice de tous nos équipements publics. Je n'ai pas accepté cette injustice.

Il y a eu d'ailleurs un débat entre nous. Christine pourrait le confirmer. Elle était de mon avis, donc ce n'est pas à elle qu'il faut en vouloir. Il y a ceux qui voulaient qu'on augmente le nombre de bourses. C'était un choix que je peux comprendre. Je n'ai pas voulu. J'ai préféré que l'on fasse la gratuité totale, année par année.

Pourquoi j'ai voulu cela ? Parce que j'ai pensé particulièrement aux classes moyennes, pardon de cette expression qui ne veut rien dire. Dans mon esprit, "classe moyenne", c'est ceux qui sont trop riches pour être pauvres et trop pauvres pour être riches. Enfin, je vais le faire autrement : c'est ceux qui sont trop riches pour avoir les exonérations et suffisamment riches pour avoir les augmentations d'impôts. Ceux-là, il faut penser à eux. Et donc j'ai décidé qu'on commencerait par la terminale, l'année prochaine ce sera la première. Et je rendrai gratuites toutes les années de scolarité jusqu'à la maternelle pour qu'il y ait égalité entre les Français de l'étranger et les Français de métropole.

Vous pourriez me dire, mais pourquoi vous ne l'avez pas fait tout d'un coup ? Parce qu'on n'a pas les moyens. Il faut commencer comme cela. Mais notez quand même que j'ai commencé par l'année la plus chère. J'aurais pu commencer par la maternelle petite section. Et j'en vois certains qui auraient dû patienter assez longtemps.

Le deuxième changement que je voudrais faire - je le dis devant le parlementaire Eric Raoult que je salue - c'est que je souhaite que vous puissiez être des Français, des citoyens comme les autres. Vous votez pour des sénateurs, les sénateurs dits "de l'étranger". Je souhaite que vous puissiez voter pour des députés. On va faire des circonscriptions. Et donc, je prépare une réforme de la Constitution dans laquelle vous aurez aussi le droit de voter pour des députés. J'admets bien volontiers qu'en terme de pouvoir d'achat, cela ne changera pas les choses pour vous. Mais en termes de citoyenneté, vous serez représentés par des députés. Alors on fera des grandes circonscriptions naturellement, mais vous

aurez des parlementaires.

Je voudrais vous expliquer également pourquoi j'ai voulu faire ce discours en Afrique du Sud. Je pense qu'il faut naturellement aider l'Afrique francophone, parce que c'est l'Afrique qui parle notre langue. Nous y avons des intérêts, nous y avons une culture, nous avons un passé commun. Mais je pense que c'est une erreur de considérer que dans l'Afrique considérée comme anglophone, la France n'a rien à dire. La France a à dire à l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud c'est 40 % de l'économie africaine dans son ensemble. Et l'Afrique c'est un milliard d'habitants. J'ai voulu donc faire ces annonces de l'Afrique du Sud, justement pour montrer, que la France a vocation à rayonner sur tout le continent africain. Enfin, pensez qu'entre l'Afrique et l'Europe, il y a 14 kilomètres de distance. Du Cap, cela fait un peu plus loin. Mais enfin, quand même, c'est le même continent, 14 kilomètres par le détroit de Gibraltar.

La stabilité de l'Europe et la sécurité de l'Europe seront gravement mises en cause si l'Afrique ne réussit pas, et donc j'ai voulu porter les bases d'une nouvelle relation entre l'Afrique et la France. Une relation faite d'équité, d'équilibre, de partenariat. Nous avons signé des accords sans précédent avec l'Afrique du Sud. Je souhaite que l'Afrique du Sud se dote de l'énergie nucléaire civile française. Je rappelle quand même que l'Afrique du Sud est le premier pays à avoir d'elle-même renoncé au nucléaire militaire. Cela vaut la peine, quand même, de les aider à se développer dans le nucléaire civile.

Bien sûr, on a devant nous les Américains, les Japonais, mais bon, c'est la France quand même ! On va mettre le paquet pour réussir. On a fait une "dream team" avec Areva, avec EDF, avec Bouygues, avec Alstom. On a mis tous les atouts de notre côté. J'ai dit au président Mbeki qu'on était intéressé par tout, de la centrale à charbon, au gaz, au nucléaire, n'est-ce pas Christine, tu as bien compris ? Tout. Et c'est très important parce que si on réussit en Afrique du Sud, on réussira en Afrique tout court.

Vous savez que je me bats pour que l'Afrique du Sud participe aux réunions du G8, devenues G13. Parce que je considère comme invraisemblable que huit pays dans le monde se disent suffisamment importants pour régler les affaires du monde sans se préoccuper d'un pays africain, sans se préoccuper des Sud-Américains, sans se préoccuper de la Chine et sans se préoccuper de l'Inde. Si mes collègues des Huit ne se rendent pas compte que c'est choquant, eh bien moi je veux leur ouvrir les yeux et leur demander d'entendre qu'on ne peut pas inviter 2,650 millions d'habitants pour le dernier déjeuner d'un sommet. En tout cas moi, je ne veux pas me prêter à cela. Je veux que le G8 devienne le G13. Je souhaite la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies. On dit cela ne marche pas. Forcément, nous avons l'organisation du XXIe siècle. Nous sommes au XXIe siècle. On s'est organisé, à l'époque où, en Afrique, les pays n'étaient pas indépendants. Il faut changer l'organisation. Qui peut penser qu'il n'y ait pas un seul membre africain permanent du Conseil de sécurité. Cela n'a pas de sens.

Et puis j'ai annoncé la renégociation de tous nos accords militaires. Mes Chers Compatriotes, cela ne veut pas dire que la France va se désengager de l'Afrique. Bien au contraire, la France va s'engager d'autant plus qu'elle aura eu le courage de lever le malentendu. Il y a des pays qui souhaiteraient qu'on reste avec une présence militaire, on restera. Il y en a d'autres qui souhaiteraient qu'on évolue, eh bien on évoluera. La France a vocation à être en Afrique pas simplement par ses armées. La France a vocation à être en Afrique par sa culture, par sa langue, par son savoir-faire économique, par l'investissement qu'elle va faire dans la formation des élites africaines, par la définition d'une nouvelle politique de l'immigration. C'est ce que j'ai voulu dire. Et je puis vous indiquer que, pour moi, parler devant le parlement sud-africain et pouvoir être applaudi par toutes les composantes de l'Afrique du Sud, c'est important. Et l'Afrique du Sud, c'est Nelson Mandela, c'est Thabo Mbeki.

C'est ce pays qui, à l'inverse du Zimbabwe, a su faire le chemin de la réconciliation, a su tendre la main. Enfin, l'homme quand même qui a dit que l'opresseur, comme l'opprimé, on lui avait pris son humanité, cet homme là a montré le chemin. Et la bonne nouvelle de la fin du XXIe siècle, elle est venue d'Afrique, elle est venue notamment d'Afrique du Sud.

Nous n'avons pas simplement des choses à donner à l'Afrique. Nous avons des choses à en retenir. Si j'aime l'Afrique, d'ailleurs, c'est parce qu'un continent perclus de douleur, de misère, de maladies, de pandémies et qui garde une telle force de vie, qui a une telle jeunesse. Il y a 475 millions d'Africains qui ont moins de 17 ans. La jeunesse du monde elle est ici. Il faut que la France parle à la jeunesse du monde et qu'elle soit là.

Et puis enfin, Mes Chers Compatriotes, je voudrais vous dire également qu'on est en train de changer la France. Vous qui êtes au contact des réalités du monde, n'hésitez pas à dire à vos familles, quand ils

France. Vous qui êtes au contact des réalités du monde, n'hésitez pas à dire à vos familles, quand ils vous interrogent, que le monde bouge, qu'il ne nous attend pas, que si je veux faire ces changements en France, ce n'est pas par idéologie, c'est simplement parce que l'idée que je me fais de la France, notre pays, c'est une France en tête, une France leader, une France qui montre l'exemple et pas d'une France à la traîne.

Moi, vous savez, les 35 heures... C'est sans doute une idée formidable, remarquez elle a un avantage cette idée, c'est la seule idée pour laquelle on n'a pas besoin de déposer un brevet pour la protéger. Personne ne nous l'a piquée, nulle part dans le monde ! Mais si les autres n'ont pas fait la même chose que nous, c'est que peut-être les autres ont compris que si on voulait donner du travail à tout le monde, si on voulait donner la chance du progrès à tout le monde, il fallait travailler plus, pas travailler moins. Si on voulait payer les retraites demain, si on voulait payer la protection sociale, si on voulait soigner les maladies, c'est en travaillant plus, pas en travaillant moins.

Nous nous sommes trouvés dans notre pays dans une situation où il y avait de plus en plus de jeunes au chômage et de plus en plus de quinquagénaires qu'on mettait en préretraite. Je ne sais pas pourquoi, mais cela fait deux, trois ans, je me dis qu'un quinquagénaire, ce n'est pas si vieux que cela ! Je ne pensais pas à cela avant, mais cela m'est arrivé comme cela. Vous comprenez, je veux que la France bouge. Je veux qu'elle progresse. Les autres ont le plein emploi. Les autres ont plus de croissance. On va rattraper les autres. Mais on va les rattraper par la seule méthode possible : en travaillant, en méritant, en faisant des efforts et en récompensant les efforts. Il n'y a pas d'avenir dans l'absence de travail. Il n'y a pas d'avenir dans l'absence d'effort, il n'y a pas d'avenir dans l'absence d'autorité. Et c'est cela que je voudrais mettre en oeuvre dans notre pays.

Et naturellement, ce n'est pas le but de faire de la politique, encore qu'un président de la République en fasse un petit peu de temps en temps, mais si au hasard de vos conversations, en famille, vous pouvez leur dire il faut l'aider, ce serait bienvenu. Et puis enfin, je voudrais remercier la délégation qui m'accompagne : les ministres, Christine Lagarde qui m'apporte une aide considérable. J'ai beaucoup d'admiration pour elle. Quand même ! La première femme ministre des Finances dans notre pays, cela mérite que vous l'applaudissiez. Elle était un peu émotive avant que je n'arrive, donc elle a trouvé le moyen de se casser la figure. Je voudrais saluer également Bernard Laporte, parce que je l'aime énormément. Il était tranquille dans son rugby, je lui dis : viens donc faire de la politique. Il a accepté et je suis très fier de son travail comme secrétaire d'Etat chargé des Sports. Je voudrais également saluer notre ministre de la Coopération, Jean-Marie Bockel et le saluer tout particulièrement.

Je poursuivrai la politique de l'ouverture. Je vais essayer de vous expliquer pourquoi : parce qu'un chef de l'Etat, c'est un homme qui rassemble, ce n'est pas un homme qui doit diviser. Quelqu'un qui est élu président de la République, il ne doit pas penser simplement à ceux qui ont voté pour lui, il doit penser aussi à ceux qui n'ont pas fait son choix. Il doit rassembler un pays. Avec toutes les réformes que j'ai à conduire, je ne peux pas le faire avec ma seule famille politique, avec seulement ceux qui ont toujours partagé mes idées. On doit se rassembler en France. Que Bernard Kouchner, que Fadela Amara, que Martin Hirsch, que Jean-Marie Bockel aient eu le courage de franchir le Rubicon, c'est-à-dire de ne pas rester sectaire dans leur propre famille politique et de participer au redressement de leur pays, je veux les en remercier parce que c'est grâce à eux qu'on donne une image d'un pays ouvert qui rassemble. Je voudrais également remercier notre ambassadeur qui fait un travail remarquable en Afrique du Sud, remercier notre consul et son épouse. Et puis vous comprendrez bien que j'ai une attention particulière pour celle qui m'accompagne pour la première fois dans un déplacement officiel. Elle a été formidable, parce que j'avais l'impression qu'il y avait une certaine attention sur elle. J'étais bien fier d'être avec toi. Merci.